

« Consolider la présence européenne dans le Pacifique »

SOCIÉTÉ. Une délégation de l'Union européenne rencontre le gouvernement, hier à Nouméa. L'avenir des subventions et la place de l'UE dans le Pacifique ont été les deux principaux sujets de discussion.



Stefano Manservigi, à la gauche de Philippe Germain, occupe le poste de directeur général de la Coopération internationale et du développement de la Commission européenne. Photo Thierry Perron

Gilles Caprais

Crée le 04.04.2017 à 04h25

Mis à jour le 04.04.2017 à 09h46

Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Vanuatu et enfin Nouvelle-Calédonie, le tout en une poignée de jours. C'est l'itinéraire qu'a emprunté la délégation de la Commission européenne emmenée par l'Italien Stefano Manservigi.

La mission aura passé deux petits jours sur le Caillou avant de reprendre le chemin de Bruxelles, hier soir. Le sujet principal de cette visite diplomatique menée au pas de course : l'avenir des subventions qu'accorde l'Union européenne au gouvernement calédonien. Les échanges ont également été l'occasion de réaffirmer la volonté de l'Union de « renforcer sa présence en Océanie ».

« Penser à l'après-Cotonou »

Les discussions entre Stefano Manservigi et Philippe Germain ont donc largement porté sur le futur du Fonds européen de développement (FED), qui constitue l'essentiel de l'aide européenne à la Nouvelle-Calédonie. Attribuée à la formation professionnelle et à l'emploi, l'enveloppe du 11e FED porte sur la période 2014-2020 et s'élève à 3,6 milliards de francs.

En 2017, à mi-période, « nous devons déjà penser à l'après-Cotonou », a lancé Stefano Manservigi, faisant allusion à l'accord conclu en 2000 dans la capitale économique du Bénin.

Socle des relations entre l'Union et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'accord expirera en 2020. L'anniversaire de la Communauté du Pacifique (CPS), en juillet prochain à Nouméa, sera une autre occasion « d'écrire l'avenir des accords de coopération ».

« Et au-delà des questions budgétaires, cette coopération a pour but de consolider la présence de l'Union européenne dans le Pacifique », a également estimé le chef de la délégation européenne.

Entre l'Australie et la Chine

« Attention, l'Union européenne n'est pas en train de coloniser la région », a immédiatement tenu à préciser Philippe Germain. Le président du gouvernement voit la présence européenne en Océanie d'un excellent œil, dans la mesure où elle constitue « un élément fondamental pour les équilibres » dans la région. Cette dernière remarque vise notamment « les deux autres grandes puissances du Pacifique » que sont l'Australie mais surtout la Chine, dont l'influence a considérablement cru au cours des deux dernières décennies.

Pour Philippe Germain, l'Europe « apporte ses valeurs : paix, humanité, respect, environnement ».

Une matinée à l'île Ouen

En plus du Fonds européen de développement (FED) territorial, qui concerne la formation professionnelle et l'emploi, la Nouvelle-Calédonie bénéficie du FED régional. Doté d'environ 4,3 milliards de francs répartis entre plusieurs pays du Pacifique, ce dernier est aussi connu sous le nom de programme INTEGRE. Son objectif : « contribuer à valoriser durablement les ressources naturelles » des pays concernés.

Le Grand Sud de la Nouvelle-Calédonie est l'un des 9 sites pilotes de ce programme. Hier matin, sur l'île Ouen, la délégation européenne inaugurait une pépinière qui a bénéficié de ses fonds. On y cultive le gaïac et le santal pour remplacer le pinus, espèce hautement invasive.

Retrouvez le récit de cette matinée [ici](#).

Source URL: <http://www.lnc.nc/article/pays/consolider-la-presence-europeenne-dans-le-pacifique>